

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Zottegem (ex-commune d'Oombergen)

1. Une parcelle de terrain, d'une superficie de 119,72 m², cadastrée section B, partie du n° 839t, tenant à un chemin d'exploitation à côté de la rue dite « Gentssteenweg » et Mme I. Vermassen-De Winter.

Prix : 119 720 francs, outre les frais.

2. Une parcelle de terrain, d'une superficie de 584,06 m², cadastrée section B, partie des n°s 837t, 837w et 837s, tenant à un chemin d'exploitation à côté de la rue dite « Gentssteenweg »; Mme C. Merchiers-Vermassen; Mme E. Bogaert-Van den Berghe et M. et Mme G. De Beer-Scherlippens.

Prix : 584 060 francs, outre les frais.

Les réclamations ou offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis au 2e Comité d'acquisition à Gand, Ganzendries 149 (tél. 091/22 60 45-46-47).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré à la commune de Wortegem-Petegem :

Commune de Wortegem-Petegem (ex-commune d'Elsegem)

Deux parcelles de terrain, d'une superficie totale de 58 a 81 ca 60 dm², cadastrées 4e division, section C, partie des n°s 43/2 et 232/2, tenant à un chemin d'exploitation le long de la rive gauche de l'Escaut et à la commune de Wortegem-Petegem.

Prix : 205 856 francs, outre les frais.

Les réclamations ou offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis au 2e Comité d'acquisition à Gand, Ganzendries 149 (tél. 091/22 60 45-46-47).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Ville d'Anvers, 17e division

33 a 60 ca de terrain, section G, n°s 278 et 279^b/ex, lot I.

Prix : 168 000 F, outre les frais d'acte.

Les réclamations ou surenchères éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition à Anvers, Molenbergstraat 10 (tél. 03/231 86 60).

L'Etat belge se propose de vendre de gré à gré :

Commune d'Engis, 4e division

Une parcelle de terrain, sise en zone industrielle, « Campagne de Chaumont », de 3 692 m², cadastrée section B, n° 238 D/partie, joignant la S.P.I. et l'Etat belge.

Prix : 1 292 200 francs, plus les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition de Liège, boulevard Frère-Orban 25, à 4000 Liège (tél. 041/52 98 10).

MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

26 NOVEMBRE 1985. — Circulaire relative à l'octroi et à la récupération des allocations provisionnelles

L'attention des personnes tenues d'accorder et/ou de payer des allocations de chômage, des indemnités relatives à la fermeture d'entreprises ou des indemnités dans le cadre de l'assurance maladie-invalidité, est attirée sur les points suivants en cas d'octroi et de récupération des allocations de chômage en cas de préavis, de fermeture d'entreprise et d'incapacité de travail.

I. Lorsque l'inspecteur du chômage doit prendre une décision d'octroi ou de refus du droit aux allocations de chômage en ce qui concerne un travailleur dont les droits éventuels en matière de préavis n'ont, selon le dossier administratif introduit, pas été respectés, il est octroyé des allocations de chômage à titre provisionnel, à

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Zottegem (voorheen gemeente Oombergen)

1. Een perceel grond, met een oppervlakte van 119,72 m², gekadastrerd sectie B, deel van nr. 839t, palende aan een uitbatingsweg naast de Gentssteenweg en Mevr. I. Vermassen-De Winter.

Prijs : 119 720 frank, buiten de kosten.

2. Een perceel grond, met een oppervlakte van 584,06 m², gekadastrerd sectie B, deel van nrs. 837t, 837w en 837s, palende aan een uitbatingsweg naast de Gentssteenweg; Mevr. C. Merchiers-Vermassen; Mevr. E. Bogaert-Van den Berghe en de heer en Mevr. G. De Beer-Scherlippens.

Prijs : 584 060 frank, buiten de kosten.

De bezwaren of hogere aanbiedingen moeten binnen een maand van dit bericht toegestuurd aan het 2e Aankoopcomité te Gent, Ganzendries 149 (tel. 091/22 60 45-46-47).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen aan de gemeente Wortegem-Petegem :

Gemeente Wortegem-Petegem (voorheen gemeente Elsegem)

Twee percelen grond, met een totale oppervlakte van 58 a 81 ca 60 dm², kadastraal bekend 4e afdeling, sectie C, deel van nrs. 43/2 en 232/2, palende aan een uitbatingsweg langs de linker Scheldeoever en aan de gemeente Wortegem-Petegem.

Prijs : 205 856 frank, buiten de kosten.

De bezwaren of hogere aanbiedingen moeten binnen een maand van dit bericht toegestuurd aan het 2e Aankoopcomité te Gent, Ganzendries 149 (tel. 091/22 60 45-46-47).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Antwerpen, 17e afdeling

33 a 60 ca grond, sectie G, nrs. 278 en 279^b/deel, lot I.

Prijs : 168 000 F, buiten de aktekosten.

Eventuele bezwaren of hogere biedingen dienen binnen een maand van dit bericht bekendgemaakt aan het Aankoopcomité te Antwerpen, Molenbergstraat 10 (tel. 03/231 86 60).

De Belgische Staat is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Engis, 4e divisie

Een perceel grond, gelegen in het industriegebied, « Campagne de Chaumont », van 3 692 m², gekadastrerd wijk B, deel van nr. 238 D, palende S.P.I. en de Belgische Staat.

Prijs : 1 292 200 frank, plus de kosten.

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Luik, boulevard Frère-Orban 25, te 4000 Luik (tel. 041/52 98 10).

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

26 NOVEMBER 1985. — Omzendbrief in verband met de toekenning en de terugvordering van provisionele werkloosheidsuitkeringen

De aandacht van de personen, gehouden tot de toekenning en/of de uitbetaling van werkloosheidsuitkeringen, van vergoedingen in verband met de sluiting van ondernemingen of van uitkeringen in het kader van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt gevestigd op de volgende punten in geval van toekenning en terugvordering van werkloosheidsuitkeringen bij opzegging, sluiting van de onderneming en arbeidsongeschiktheid.

I. Wanneer de werkloosheidsinspecteur een beslissing moet nemen nopens de toekenning of de weigering van het recht op werkloosheidsuitkeringen betreffende een werknemer, waarvan de eventuele rechten inzake opzegging, volgens het ingediende administratief dossier, niet werden geëerbiedigd, worden werkloosheidsuitke-

condition que le travailleur introduise dans les trois mois qui suivent la réception de la demande d'allocations et du dossier administratif, soit une attestation justifiant du paiement à l'amiable par l'employeur de l'indemnité de préavis due, ou du solde de celle-ci, soit une attestation justifiant qu'il a intenté une action contre son ex-employeur devant la juridiction du travail compétente aux fins de réclamer le paiement de l'indemnité précitée ou du solde de celle-ci. Le chômeur s'engage à poursuivre cette action en bon père de famille et à transmettre sans délai une copie de la décision à l'Office.

En outre, le chômeur doit, lors de sa demande d'allocations de chômage, donner son accord écrit pour habiliter l'Office national de l'Emploi à récupérer directement et intégralement auprès de l'ex-employeur, les allocations de chômage accordées à titre provisionnel qui auraient été payées indûment pendant la période couverte par l'indemnité de préavis mentionnée.

L'Office transmet un double de cet accord à l'ex-employeur. Ce dernier est prié de respecter cet accord et de payer l'indemnité due directement à l'Office, à concurrence du montant indiqué par ce dernier. L'Office communique également à l'ex-employeur que, à défaut de paiement volontaire, il entamera une procédure de cession directe de cette indemnité, dans l'attente de laquelle l'ex-employeur est sommé de s'abstenir du paiement au travailleur.

II. Le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises ou les institutions y assimilées des branches d'activité où des avantages similaires sont accordés par une convention collective de travail, informent le bureau régional du chômage compétent pour le lieu de résidence du travailleur de toute intention de versement de sommes ou d'indemnités, qui ne peuvent être cumulées avec des allocations de chômage, aux travailleurs qui ont prétendu au bénéfice des allocations pour toute ou partie de la période couverte par ces sommes ou indemnités.

Le bureau régional du chômage doit répondre dans le délai d'un mois, à calculer de date à date, qui prend cours le jour de l'envoi de la notification par le Fonds ou par les institutions y assimilées. A défaut de réponse dans ce délai, le Fonds ou ces institutions en informent l'Inspection générale de l'Office national de l'Emploi.

Le Fonds ou les institutions y assimilées attendent la réponse du bureau régional, le cas échéant, via l'Inspection générale, avant d'effectuer les versements.

Lorsque le chômeur a effectivement perçu des allocations pour la période à laquelle se rapportent les sommes ou les indemnités qui doivent être versées, le Fonds ou les institutions qui y sont assimilées retirent d'office des allocations payées, les sommes et indemnités à verser, et ne versent que le solde.

III. Lorsque des allocations de chômage provisionnelles sont octroyées à un travailleur qui est considéré comme apte au travail par l'organisme assureur dans le cas visé à l'article 142, § 2, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, ce travailleur doit donner son accord écrit pour habiliter l'Office national de l'Emploi à récupérer directement et intégralement auprès de l'organisme assureur les allocations de chômage qui, vu la constatation de l'incapacité de travail, ont éventuellement été payées indûment.

L'Office transmet une copie de cet accord à l'organisme assureur. Il demande à cet organisme de ne pas procéder au paiement direct et intégral de l'indemnité de maladie-invalidité au travailleur avant d'avoir prélevé sur cette indemnité un montant équivalant aux allocations de chômage, lequel montant doit être versé directement à l'Office de montant qui doit être versé à l'Office est communiqué à l'organisme assureur, dès que la juridiction du travail compétente a conclu à l'incapacité de travail du travailleur. Le travailleur doit s'engager à transmettre sans délai, une copie de la décision de cette juridiction à l'Office.

Je vous prie avec insistance de prendre sans retard les mesures nécessaires pour exécuter cette circulaire.

Bruxelles, le 26 novembre 1985.

Le Ministre,
Michel Hansenne

ringen toegekend te voorlopigen titel, op voorwaarde dat de werknemer binnen drie maanden volgend op de ontvangst van de aanvraag om uitkeringen en van het administratief dossier, ofwel een attest voorlegt waaruit een betaling in der minne door de werkgever van de verschuldigde opzeggingsvergoeding, of van het saldo ervan blijkt, ofwel een attest voorlegt waaruit blijkt dat hij een vordering tegen zijn ex-werkgever heeft ingesteld voor het bevoegde arbeidsgerecht om de betaling van de hierboven vermelde vergoeding of van het saldo ervan te eisen. De werkloze verbindt er zich toe de behandeling van die vordering voort te zetten zoals een goede huisvader en onmiddellijk een afschrift van de uitspraak over te maken aan de Rijksdienst.

Bovendien moet de werkloze zich bij zijn aanvraag om werkloosheidsuitkeringen ermee schriftelijk akkoord verklaren dat de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening de werkloosheidsuitkeringen toekeert tegen zijn ex-werkgever, die ten onrechte zouden uitbetaald geweest zijn tijdens de periode gedekt door voormelde opzeggingsvergoeding, rechtstreeks en volledig recupereert bij de ex-werkgever.

De Rijksdienst bezorgt een afschrift van dit akkoord aan de ex-werkgever. Zij verzoekt deze laatste dit akkoord na te leven en de verschuldigde vergoeding ten belope van het door haar aangegeven bedrag rechtstreeks aan de Rijksdienst te betalen. De Rijksdienst deelt de ex-werkgever verder mee dat zij, bij gebrek aan vrijwillige betaling, een procedure tot rechtstreekse overdracht van die vergoeding zal instellen, in afwachting waarvan de ex-werkgever aangeklaamd wordt zich te onthouden van betaling aan de werknemer.

II. Het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers of de hiermee gelijkgestelde instellingen van de bedrijfstakken waarin voordelen van gelijke aard worden toegekend, door een collectieve arbeidsovereenkomst, stellen het voor de verblijfplaats van de werknemer bevoegde gewestelijk werkloosheidsbureau op de hoogte van elk voornemen van storting van sommen of vergoedingen, die niet cumuleerbaar zijn met de werkloosheidsuitkeringen, aan werknemers die voor de ganse duur of voor een gedeelte van de periode gedekt door die sommen of vergoedingen, aanspraak hebben gemaakt op uitkeringen.

Het gewestelijk werkloosheidsbureau dient te antwoorden binnen de termijn van één maand, te rekenen van datum tot datum, die een aanvang neemt de dag van verzending van de kennisgeving door het Fonds of door de ermee gelijkgestelde instellingen. Bij gebrek aan antwoord binnen die termijn, delen het Fonds of deze instellingen dit mee aan de Algemene Inspectie van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

Het Fonds of de ermee gelijkgestelde instellingen wachten op het antwoord van het gewestelijk werkloosheidsbureau, in voorkomend geval, via de Algemene Inspectie, vooraleer de stortingen uit te voeren.

Wanneer de werknemer voor de periode waarop de te storten sommen of vergoedingen betrekking hebben, werkelijk uitkeringen ontvangen heeft, houden het Fonds of de hiermee gelijkgestelde instellingen van ambtswege de werkloosheidsuitkeringen, die reeds betaald werden in op de te storten sommen en uitkeringen en keren zij enkel het saldo uit.

III. Wanneer voorlopige werkloosheidsuitkeringen worden toegekend aan een werknemer, die arbeidsgeschikt werd bevonden door de verzekeringsinstelling in het geval bedoeld in artikel 142, § 2, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, moet deze werknemer er zich schriftelijk akkoord mee verklaren dat de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening de werkloosheidsuitkeringen, die gelet op de vastgestelde arbeidsongeschiktheid eventueel ten onrechte uitbetaald werden, rechtstreeks en volledig recupereert bij de verzekeringsinstelling.

De Rijksdienst bezorgt een afschrift van dit akkoord aan de verzekeringsinstelling. Zij verzoekt deze laatste niet over te gaan tot de rechtstreekse en volledige betaling van de ziekte- en invaliditeitsuitkering aan de werknemer, vooraleer op deze uitkeringen een bedrag werd afgehouden gelijkwaardig aan de werkloosheidsuitkeringen, bedrag dat teruggestort dient te worden aan de Rijksdienst. Het bedrag dat teruggestort moet worden aan de Rijksdienst zal aan de verzekeringsinstelling worden meegedeeld zodra het bevoegde arbeidsgerecht tot de arbeidsongeschiktheid van de werknemer heeft besloten. De werknemer moet er zich toe verbinden om onmiddellijk een afschrift van de uitspraak van dit gerecht over te maken aan de Rijksdienst.

U wordt dringend verzocht onverwijld de nodige maatregelen te treffen om deze omzendbrief uit te voeren.

Brussel, 26 november 1985.

De Minister,
Michel Hansenne